

JÉRÔME JAFFRÉ

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MAI-JUIN 1997 OU LES ILLUSIONS D'UN SCRUTIN

Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997 ont été marquées par une double surprise et, à lire les commentaires de la classe politique, elles paraissent laisser derrière elles beaucoup d'illusions. La première surprise est la date des élections. Prévues en mars 1998, elles sont avancées par le président Chirac qui, craignant l'année à venir et jugeant le moment favorable, décide de précipiter les échéances en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale. La seconde surprise, plus grande encore, réside dans la victoire de la gauche quatre années après avoir subi la plus grande défaite électorale jamais enregistrée dans l'histoire démocratique de notre pays. Les conséquences de ce résultat sont multiples et n'ont pas encore produit tous leurs effets : il y a désormais alternance à répétition, la cohabitation – situation d'exception – paraît devenir la règle, la fonction présidentielle se trouve fragilisée par la première dissolution perdue sous la V^e République deux ans à peine après l'avènement du nouveau président. En réalité, ce sont les institutions héritées du gaullisme qui sont en crise.

Pour en rester à l'analyse électorale, qui fait l'objet de cette chronique, les illu-

sions laissées par ce scrutin paraissent nombreuses. Peut-on croire, parce qu'il revient de très loin et connaît sa troisième victoire législative en seize ans, que le parti socialiste a retrouvé sa force d'antan ? La gauche est-elle vraiment plurielle ? Les « PDG » – partis de gouvernement : PS, UDF, RPR – monopolisent la représentation parlementaire mais représentent-ils encore la grande majorité de l'électorat ? Enfin, la défaite de la droite modérée n'est-elle due qu'à son refus d'établir une entente minimale avec le Front national, que de plus en plus d'élus (ou de battus) RPR et UDF appellent de leurs vœux ?

133

LE DEUXIÈME TOUR OU LES ILLUSIONS PERDUES DE LA DROITE

A l'issue des deux tours de scrutin, la gauche se retrouve nettement victorieuse dans la répartition des sièges (*tableau 1*). Elle dispose en France métropolitaine de 310 sièges contre 244 à la droite modérée et un au Front national. Les circonscriptions d'outre-mer ne modifient pratiquement pas ces résultats : la gauche y enlève 9 sièges, le RPR, l'UDF et les divers droite 12, et un indépendantiste

Tableau 1. La distribution des sièges depuis 1988

France métropolitaine, 555 sièges.

	1988	%	1993	%	1997	%
Parti communiste	25	4,5	22	4,0	35	6,3
Parti socialiste/ divers gauche	268	48,3	63	11,4	268	48,3
Verts	0		0		7	1,3
UDF	127	22,9	213	38,4	108	19,5
RPR	128	23,1	240	43,2	127	22,9
Divers droite	6	1,1	17	3,1	9	1,6
Front national	1	0,2	0		1	0,2
Total gauche + Verts	293	52,8	85	15,3	310	55,9
Total droite modérée	261	47,0	470	84,7	244	44,0

134

est élu en Martinique. La victoire est beaucoup plus nette qu'en 1988 puisque l'avance de la gauche sur la majorité sortante est de 66 sièges au lieu de 32. Mais, comme il y a neuf ans, le parti socialiste ne dispose pas à lui seul de la majorité absolue et il doit compter avec ses multiples partenaires de gauche, dont, au premier chef, le parti communiste. La distribution des sièges est d'ailleurs très proche de ce qu'elle était en 1988. Le nombre des députés est presque exactement le même pour le parti socialiste, le RPR et le Front national. En revanche, le parti communiste regagne une dizaine d'élus, les Verts, grâce à leur accord avec les socialistes, font leur apparition à l'Assemblée et, curieusement, l'UDF sur le long terme apparaît plus affaiblie que le RPR, pourtant principal détenteur du pouvoir¹.

La droite en France tend à se considérer comme majoritaire, victime simplement de ses divisions quand elle perd le pouvoir par ce qui ne peut être qu'un accident. Mais, outre que la répétition de ses défaites devrait l'inciter à se remettre davantage en cause, le second tour de 1997 montre que la dynamique politique n'était pas de son côté. Dans les 369 circonscriptions où se sont opposés en duel un candidat socialiste (ou divers gauche) et un candidat de la droite modérée, le PS a obtenu 51,5 % des voix contre 48,5 % à la droite et l'a emporté 210 fois contre 159. Même si l'on tient compte du fait que ces 369 circonscriptions sont un peu plus orientées à gauche que le reste du pays, le rapport de forces binaire s'établit bien en faveur des socialistes, à 51 % contre 49 %. Vérification supplémentaire : dans les 214 circons-

1. Pour une analyse approfondie du second tour, je me permets de renvoyer à mon article, « Législatives 1997 : la décision électorale au second tour, un scrutin très serré », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, juin-août 1997, p. 426-437.

criptions où aux seconds tours de 1988, 1993 et 1997 se sont toujours affrontés en duel un socialiste et un candidat de la droite modérée, le PS l'emporte en 1997 avec 53,4 % des voix contre 46,6 %, soit le même score à 0,1 point près qu'en 1988 et 8,5 points de plus qu'en 1993. Enfin, les socialistes réussissent à l'emporter dans 112 circonscriptions où Jacques Chirac était pourtant majoritaire au second tour de 1995, ce qui témoigne de l'ampleur du retournement qui s'est opéré en tout juste deux années.

Pourtant la défaite de la droite ne s'est jouée qu'à un petit nombre de voix. Dans 34 circonscriptions où s'oppo-

saient en duel un candidat socialiste et un candidat de la droite modérée, la victoire socialiste a été acquise par un score compris entre 50 et 51,5 % des voix. Si ces 34 circonscriptions avaient basculé dans l'autre sens, le résultat final eût été inversé. Il aurait suffi pour cela qu'à l'échelle nationale 0,75 % des électeurs modifient leur comportement électoral en passant du vote socialiste au vote RPR-UDF. Au surplus, le maintien systématique des candidats du Front national chaque fois qu'ils étaient en mesure de le faire a provoqué 76 triangulaires entre le candidat de la gauche (ou des Verts), le candidat de la droite modérée

135

Tableau 2. L'évolution du rapport des forces aux élections législatives depuis 1988

	Législatives 1988 (1 ^{er} tour)	Législatives 1993 (1 ^{er} tour)	Législatives 1997 (1 ^{er} tour)
EN % DES INSCRITS			
Abstention	33,9	30,7	31,5
Blancs et nuls	1,4	3,7	3,3
EN % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS			
Parti communiste	11,2	9,1	9,9
Extrême gauche	0,4	1,8	2,5
Parti socialiste	35,0	19,0	25,7
Divers gauche	2,6	1,1	2,2
Verts	} 0,4	} 11,0	4,0
Divers écologistes			2,9
Divers inclassables			1,2
UDF	18,6	19,6	14,4
RPR	19,3	20,3	15,7
Divers droite	2,6	4,2	3,3
Droite indépendante	-	-	2,9
Front national	} 9,9	12,7	15,2
Divers extrême droite		0,3	0,1
Total gauche	49,2	31,0	44,3
Total hors gauche/droite	0,4	11,9	4,1
Total droite	50,4	57,1	51,6

et le candidat frontiste. Dans 47 cas, la victoire est revenue au candidat de gauche. De là à penser que ces triangulaires représentent à elles seules l'explication décisive de la défaite de la majorité... Le raisonnement a beaucoup été tenu depuis le 1^{er} juin dernier.

Victoire socialiste après l'effondrement de 1993, courte défaite de la majorité sortante qu'il est tentant d'imputer au Front national. Cependant les résultats du premier tour tels qu'ils sont présentés au *tableau 2* devraient inciter les uns et les autres à la modestie. La gauche gagne les élections mais est nettement minoritaire en voix au premier tour, le parti socialiste ne regagne qu'une partie du terrain perdu entre 1988 et 1993 et ne dépasse que de peu les 25 % des voix, tandis que la droite modérée recueille le plus mauvais résultat de son histoire électorale.

136

L'ILLUSION D'UN PARTI SOCIALISTE DOMINANT

Avec 25,7 % des suffrages exprimés, le parti socialiste reste très loin de ses performances des années 1980, quand il frôlait les 38 % des suffrages en 1981, dépassait 32 % en 1986 et 37 % en 1988. Le PS n'est plus que très rarement en situation de parti dominant. En 1988, il dépassait le seuil des 40 % dans 200 des 555 circonscriptions, en 1993 dans 2, et en 1997, malgré sa remontée, dans seulement 25. Par département, il dépassait les 35 % dans 72 des 96 départements en 1981, 64 en 1988, 2 en 1993 et 6 en 1997.

Il est clair que le PS ne regagne pas tout le terrain perdu en 1993 et même qu'il ne réussit pas entièrement à effacer sa chute d'alors. Il y a un lien étroit entre les pertes qu'il avait subies entre 1988 et

Tableau 3. Le parti socialiste ne regagne pas tout le terrain perdu en 1993

490 circonscriptions à présence constante des socialistes.
% des suffrages exprimés.

	Légis- latives 1988	Légis- latives 1993	Légis- latives 1997	Indice d'évolution		Écart L 97/ L 88
				L 93/ L 88	L 97/ L 88	
1 ^{er} quartile : recul maximum du PS entre 1988 et 1993 (calculé en indice d'évolution)	34,4	12,7	22,5	37	65	- 11,9
2 ^e quartile : recul très élevé	36,9	17,6	26,3	48	71	- 10,6
3 ^e quartile : recul assez élevé	39,4	21,3	28,8	54	73	- 10,6
4 ^e quartile : recul minimum du PS	39,1	25,7	31,2	66	80	- 7,9
Ensemble des 490 circonscriptions étudiées	37,5	19,4	27,2	52	73	- 10,3

Tableau 4. Le recul socialiste en milieu populaire confirmé

En % des suffrages exprimés.

	Légis- latives 1988 (1 ^{er} tour)	Légis- latives 1993 (1 ^{er} tour)	Légis- latives 1997 (1 ^{er} tour)	Écart L 97/L 88
Ensemble	37	19	26	- 11
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE				
Agriculteur	13	13	26	+ 13
Commerçant, artisan, industriel	28	11	15	- 13
Cadre, profession intellectuelle supérieure	34	23	30	- 4
Profession intermédiaire	45	24	32	- 13
Employé	39	19	28	- 11
Ouvrier	44	18	28	- 16
Inactif, retraité	37	19	23	- 14

Source : Sondages post-électorales de la SOFRES réalisés auprès d'échantillons nationaux de 2 000 électeurs (en 1988 et 1993) ou de 3 000 électeurs (en 1997).

1993 et son recul sur la longue période de 1988 à 1997. Si l'on classe, comme le fait le *tableau 3*, les pertes du PS entre 1988 et 1993 par quartiles, on constate qu'entre 1988 et 1997 le parti socialiste perd jusqu'à 35 % de son influence initiale là où, il y a quatre ans, il reculait le plus, environ 28 % dans les quartiles intermédiaires et seulement 20 % dans les quartiles inférieurs, là où il avait déjà perdu le moins. En définitive, dans les 490 circonscriptions à présence constante du PS en 1988, 1993 et 1997, il y a un phénomène d'écrtage. Entre 1988 et 1997, le PS perd le plus dans les circonscriptions où il était le mieux implanté. Là où il dépassait 40 % des voix en 1988, il recule de 14,1 points et perd 31 % de son influence initiale. Là où son score était inférieur à 40 % il ne recule que de 7,8 points et perd 25 % de son influence initiale.

La différence flagrante entre le parti socialiste de taille moyenne de la fin des années 1990 et celui, très puissant, des années 1980 s'explique en grande partie par sa baisse d'influence en milieu populaire. La grande chute des années 1992-1993 est certes enrayée, mais là aussi, si l'on compare sur une plus longue période les scores socialistes selon la profession du chef de ménage (*tableau 4*), le PS recule massivement parmi les ouvriers (- 16 points) et les classes moyennes salariées (- 13 points parmi les professions intermédiaires et - 11 points chez les employés). Comme en 1993, sa structure sociale traditionnelle est inversée puisqu'il recueille davantage de voix parmi les cadres supérieurs que parmi les ouvriers.

Le parti socialiste doit sa réussite de 1997 à sa bonne adaptation à ce nouvel

environnement politique où il est à nouveau puissant sans être redevenu dominant. Sous l'impulsion de Lionel Jospin, il a rompu l'isolement qui était le sien en 1993 et a bâti une large entente politique, réactivant ses liens avec le parti communiste, renouant après l'intermède Tapie avec les Radicaux, sachant faire les concessions minimales au Mouvement des citoyens et, performance plus remarquable encore, construisant une alliance en bonne et due forme avec les Verts. Ces adaptations ont été les bienvenues. Certes, elles lui ont coûté au premier tour environ un point en raison de son soutien à vingt-six candidats des Verts et cinq députés ou ancien député du MDC. Le PS ne dispose plus d'une position hégémonique au sein de la gauche. En 1988, il représentait 74 % du total des voix de gauche, 61 % en 1993, sa mauvaise année, et moins encore (58 %) en 1997, malgré sa remontée. Il comptait pour plus de 70 % du total des voix de gauche en 1988 dans 74 départements, dans 30 en 1993 et dans 10 seulement en 1997. Mais la récompense est venue au second tour puisque, dans les duels qui l'ont opposé à la droite modérée, le PS a recueilli les meilleurs reports communistes des trois dernières élections législatives (84 %) et un pourcentage exceptionnellement élevé des voix écologistes toutes tendances confondues (62 %).

A cette stratégie bien conçue, le parti socialiste a ajouté un important renouvellement de ses candidats – la défaite de 1993 libérait des places, ce qui permet de compter 59 % de nouveaux candidats – et, il était temps, une féminisation conséquente avec 133 femmes candidates. Il y avait là un risque réel dans ce type d'élection traditionnellement marqué par le poids des notables mais, en agissant de

la sorte, le PS se trouvait à nouveau en phase avec les aspirations profondes de la société française. Et, électoralement, le coût a été minime. Entre 1993 et 1997, les nouveaux candidats ont fait progresser le score socialiste de 7,7 points contre 8,4 aux candidats déjà présents en 1993 ; les femmes candidates, elles, progressent de 7,7 points contre 8,1 pour les hommes. A caractéristiques égales, la performance des femmes candidates est même légèrement supérieure à celle des hommes. Si l'on ne retient que les nouveaux candidats sans mandat local significatif (conseiller général, conseiller régional ou maire d'une commune de plus de 2 000 habitants), les femmes font progresser le score socialiste de 7,3 points contre 6,7 aux candidats hommes présentant le même profil.

Il s'est enfin ajouté la part du retournement politique lié au vote sanction contre la droite qui avait tant joué contre les socialistes en 1993. Ces allers-retours de l'électorat se trouvent tout à fait illustrés par l'instabilité du vote des jeunes électeurs. La population des 18-24 ans se renouvelle certes régulièrement, mais elle modifie plus vite encore sa façon de voter (*tableau 5*) : partagée et à forte composante écologiste en 1993, massivement chiraquienne au premier tour de la présidentielle en 1995, plutôt socialiste en 1997. Le vote jeune, autrefois orienté à gauche, ayant glissé vers la droite dans les années 1980, traduit aujourd'hui mieux qu'aucun autre le phénomène de yo-yo qui saisit la politique française. Les écologistes, en tête en 1993, sont passés de mode et se retrouvent désormais à la queue ; la droite modérée forte de 45 % des suffrages au premier tour de la présidentielle tombe à 32 % des voix deux ans plus tard.

Tableau 5. L'instabilité du vote des jeunes électeurs (18-24 ans)

En % des suffrages exprimés.

En 1993 : partagé/écologiste	En 1995 : chiracien	En 1997 : socialiste
Écologiste et inclassables : 18 %	J. Chirac : 29 %	Parti socialiste : 28 %
Parti socialiste : 18 %	L. Jospin : 21 %	Front national : 16 %
Front national : 18 %	J.-M. Le Pen : 18 %	UDF : 15 %
RPR : 17 %	E. Balladur : 11 %	RPR : 13 %
UDF : 14 %	A. Laguiller : 7 %	Parti communiste : 11 %
Parti communiste : 9 %	R. Hue : 6 %	Écologiste et inclassables : 8 %

Source : Sondages post-électorales de la SOFRES.

139

L'ILLUSION D'UNE GAUCHE PLURIELLE

S'il cesse d'être hégémonique au sein de la gauche, le parti socialiste reste cependant prédominant car aucune autre force politique ne tire véritablement son épingle du jeu. Ni le parti communiste, ni l'extrême gauche, ni les écologistes n'enregistrent de véritable succès en termes d'audience électorale. Avec 9,9 % des suffrages exprimés, le parti communiste ne parvient pas à franchir la barre des 10 % et se situe exactement entre son score de 1993 (9,1 %) et celui de 1988 (11,2 %). Certes – et c'est une première dans son histoire électorale – le PC est absent de la compétition dans 22 circonscriptions, soutenant dans 16 d'entre elles un candidat du Mouvement des citoyens. Il reste que, si le PC avait maintenu sa politique de présence systématique, il n'aurait atteint que 10,3 % des suffrages exprimés – en supposant que, dans ces 22 circonscriptions, il aurait connu les mêmes évolutions que là où il s'est effectivement présenté.

Comme lors de l'élection présidentielle, le PC connaît un affaiblissement dans ses zones de forces ou ses catégories de prédilection et, en contrepartie, un regain d'influence dans ses zones de faiblesse. Par rapport à 1988, il regagne du terrain de façon inversement proportionnelle à son influence d'alors. Il progresse ainsi dans les circonscriptions où il obtenait moins de 9 % des suffrages et recule là où il dépassait ce score. Dans les 113 circonscriptions où il se situait en 1988 au-dessus du seuil des 15 %, il perd en neuf ans 4,1 points. Sociologiquement, on observe les mêmes mécanismes puisque, selon la profession du chef de ménage, le PC gagne 4 points chez les cadres supérieurs, 5 chez les professions intermédiaires et, à l'inverse, en perd 7 chez les employés et 2 chez les ouvriers. En fin de compte, le recul de la composante populaire touche les deux grands partis de la gauche française. Depuis 1981, la diminution de la proportion d'ouvriers et d'employés dans l'électorat communiste est impressionnante. Ils représentaient 53 % du vote commu-

niste en 1981, 50 % encore en 1988, 40 % en 1993 et 35 % seulement en 1997.

Le courant d'extrême gauche signe dans ces élections législatives sa meilleure performance depuis 1973, mais il demeure marginal. Il obtient 2,5 % des voix au lieu de 0,4 % en 1988 et 1,8 % en 1993. Certes, sa politique de présence n'a cessé de croître au fil des élections : 85 circonscriptions couvertes en 1988, 329 en 1993, 392 en 1997. Mais, même en tenant compte de ces différences, l'extrême gauche progresse. Son score moyen là où elle est présente passe de 2,6 % en 1988 à 3,1 % en 1993 et 3,7 % en 1997. Là où elle est présente à la fois en 1993 et 1997, elle passe de 2,4 % des voix à 3,7 %, gagnant au détriment surtout du parti communiste et des écologistes.

140

Pour sa part, le courant écologiste se maintient à un niveau assez élevé avec 6,9 % des voix, mais il est désormais subordonné et émietté. Il fait moins qu'aux élections législatives de 1993 où, toutes tendances confondues, il totalisait 11 % des suffrages exprimés et 7,8 % pour la seule entente Verts-Génération écologie, mais il fait mieux qu'aux européennes où avec deux listes il totalisait à peine 5 % des voix et beaucoup mieux qu'à la présidentielle où Dominique Voynet n'avait obtenu que 3,3 %.

Les Verts ont bénéficié du soutien du parti socialiste, qui s'est effacé en leur faveur dans 26 circonscriptions, ce qui leur permettra de disposer dans la nouvelle Assemblée de sept élus. Dans ces circonscriptions, les Verts obtiennent le score moyen de 21 % des voix, nettement inférieur aux 27,3 % du PS là où il est effectivement présent. Dans 412 autres circonscriptions, les Verts, courant sous leurs propres couleurs, recueillent un

score moyen de 4 % des suffrages exprimés. Enfin, dans les 470 circonscriptions où les autres courants écologistes – dont Génération écologie – sont présents, ils recueillent en moyenne 3,4 % des voix. Il reste que, malgré ce résultat inespéré, le recul par rapport à 1993 est massif, et d'autant plus important que l'écologie était bien implantée il y a quatre ans. En 1997, hormis les circonscriptions où elle bénéficie du soutien socialiste, l'écologie dépasse les 10 % des suffrages exprimés dans 12 circonscriptions au lieu de... 368 en 1993. Les voix écologistes perdues sont allées prioritairement vers le parti socialiste. Le coefficient de corrélation entre l'écart écologie 1997/1993 et l'écart parti socialiste + divers gauche 1997/1993 s'établit au niveau très élevé de - .61.

Sociologiquement, les écologistes, on l'a vu, perdent tout impact auprès des jeunes. En incluant dans les calculs les divers inclassables, ils subissent un net recul dans les classes moyennes salariées et les catégories populaires : - 8 points parmi les professions intermédiaires, - 7 points parmi les employés, - 7 points aussi chez les ouvriers. En revanche, l'écologie résiste bien, voire progresse dans les catégories du haut de l'échelle sociale : - 2 points seulement parmi les personnes d'instruction supérieure, + 1 point parmi les personnes dont les revenus familiaux sont supérieurs à 20 000 francs par mois, + 1 point parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures. Pourtant, preuve que décidément la relation entre la sociologie et le vote s'est modifiée, cette écologie moins populaire qu'il y a quatre ans, moins puissante aussi, est beaucoup plus nettement orientée à gauche. En 1993, 38 % des électeurs écologistes et inclassables se classaient sur l'échelle gauche/

droite à l'extrême gauche ou à gauche, en 1997 ils sont 56 % à le faire. Au second tour, en cas de duel parti socialiste-droite modérée, les reports écologistes vers le PS sont très élevés : 62 % dans cette direction, 14 % à droite, 24 % s'abstenant ou votant blanc et nul. Les Verts votent massivement à gauche (à 76 %), mais les autres courants écologistes votent eux aussi de préférence pour le candidat socialiste : à 40 % contre 26 % pour le candidat RPR-UDF, 34 % s'abstenant ou votant blanc ou nul.

L'ILLUSION DE LA PUISSANCE MAINTENUE DES PARTIS DE GOUVERNEMENT

Au second tour de scrutin, le PS, l'UDF et le RPR ont recueilli à eux trois 88 % des voix et 88 % des sièges, soit des résultats un peu inférieurs mais très proches de ce qu'ils étaient aux seconds tours de 1988 et 1993. Les partis de gouvernement continuent donc de monopoliser le second tour de scrutin, celui où se jouent l'élection et la représentation parlementaire. Au premier tour, ils enregistrent de surcroît la satisfaction d'écraser les dissidents qui, après le référendum de Maastricht, ont tenté de les attaquer sur une ligne anti-européenne manifestement peu efficace tant à l'élection présidentielle que dans un scrutin législatif.

A gauche, le Mouvement des citoyens, hormis les circonscriptions où il bénéficie du soutien communiste ou, dans quelques cas, de l'absence socialiste, ne totalise que 0,5 % des suffrages exprimés, 1,95 % là où il est effectivement présent loin derrière les déjà très modestes 2,6 % obtenus aux européennes de 1994 par la liste de Jean-Pierre Chevènement. A la lisière de la majorité sortante, la

Droite indépendante lancée par Philippe de Villiers, associant curieusement le tout jeune Mouvement pour la France et le Centre national des indépendants moribond, n'obtient que 2,9 % des voix, ce qui correspond à un score moyen de 3,2 % dans les 498 circonscriptions où il est effectivement présent. Pour le leader vendéen, la chute est rude : de 12,4 % aux européennes à 4,8 % à la présidentielle puis maintenant à 2,9 %. Villiers, sa liste ou son mouvement dépassent les 10 % des suffrages exprimés dans 436 des 555 circonscriptions en 1994, dans 13 en 1995 et dans 4 en 1997. En aucune façon, la Droite indépendante n'est apparue comme un choix de substitution pour les électeurs de la droite modérée déçus par l'action de Jacques Chirac et du gouvernement Juppé, comme le proposait pourtant explicitement le leader du MPF. Parmi les électeurs RPR-UDF-divers droite de 1993, électeurs de Jacques Chirac au second tour de 1995, seuls 6 % de ceux qui se déclarent déçus par l'action du président de la République ont voté pour la Droite indépendante, un score presque équivalent au pourcentage qu'elle obtient parmi les électeurs satisfaits des deux années écoulées (5 %).

Forts de leur second tour et de leur combat victorieux contre les dissidents, les « PDG » pourraient encore croire à leur surpuissance, mais ce serait négliger les indications du premier tour. En effet, le total des voix PS + UDF + RPR qui s'établissait à plus des trois quarts des votes dans les années 1980 ne cesse de reculer pour se situer désormais à un peu plus de 50 %. L'effondrement socialiste de 1993 pouvait expliquer la baisse brutale enregistrée il y a quatre ans, mais cette fois-ci la remontée du PS n'empêche

pas un nouveau recul. Les partis de gouvernement ne parviennent pas à endiguer les phénomènes de dispersion et la montée du vote protestataire.

Total PS + UDF + RPR
(en % des suffrages exprimés)

Législatives 1981	80,5 %
Législatives 1988	75,8 %
Législatives 1993	59,0 %
Législatives 1997	56,1 %

142 Cette évaluation a pour effet de réduire considérablement l'assiette électorale des députés (tableau 6). Le score moyen obtenu au premier tour par les candidats qui seront élus à l'issue des deux tours des élections était de presque 43 % des suffrages exprimés en 1988, il tombe en 1993 à 38 % et n'est plus en 1997 que de 33 %. En dix ans, les élus socialistes voient leur score passer d'un peu plus de 40 % à à peine plus de 30 %. Les élus UDF-RPR passent de 45 % en 1988 à 40 % en 1993 et environ 35 % en 1997. Ces résultats ne sont pas sans

conséquences institutionnelles et politiques. Ils réduisent comme peau de chagrin le nombre des élus du premier tour – avec 548 ballottages sur les 555 circonscriptions, 1997 bat le record des seconds tours qui datait de 1958, à une époque où le système de partis était totalement éclaté. Ils placent aussi les futurs élus en devoir de rechercher des renforts importants pour assurer leur victoire au second tour. A ce jeu, la gauche possède une tradition de discipline collective mieux enracinée et elle a réussi un coup de maître avec l'intégration des Verts dans son système d'alliance.

L'affaiblissement des partis de gouvernement est l'un des signes de la crise de la représentation politique française. Deux questions posées entre les deux tours dans l'enquête de la SOFRES pour le CEVIPOF et *Libération* montrent sa virulence d'autant plus grande que l'enquête se déroule au cœur d'une période électorale traditionnellement propice à un armistice dans la querelle qui oppose les Français et leurs repré-

Tableau 6. La baisse du score moyen obtenu au premier tour par les candidats élus à l'issue des deux tours des élections

En % des suffrages exprimés.

	Législatives 1988 (1 ^{er} tour)	Législatives 1993 (1 ^{er} tour)	Législatives 1997 (1 ^{er} tour)
ÉTIQUETTE POLITIQUE			
Parti communiste	36,9	29,0	30,0
Parti socialiste	40,9	28,5	31,9
UDF	44,9	39,9	35,9
RPR	45,7	39,6	35,1
Cumul des quatre principales tendances politiques	42,8	38,1	33,4

sentants. 41 % des personnes interrogées considèrent que la démocratie en France fonctionne bien contre 51 % d'opinion contraire. En mai 1988, ils étaient 52 % à juger qu'elle fonctionnait bien et en octobre 1995, 50 %. Plus spectaculaire encore : 80 % (contre 19 %) estiment que les hommes politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux. Depuis 1977 que cette question est régulièrement posée, c'est le plus mauvais résultat jamais enregistré. Le record des années 1980 – en octobre 1985 – était de 58 % de réponses critiques, celui des années 1990 – en novembre 1991 – était jusqu'alors de 69 %.

C'est sur ce terreau que pousse à nouveau le Front national. Avec 15,2 % des suffrages exprimés, il se situe très au-dessus de ses scores des précédentes élections législatives – 9,9 % en 1988, 12,7 % en 1993 – et retrouve presque exactement son score de la dernière élection présidentielle. Le renforcement du mouvement frontiste est spectaculaire. En 1988, il dépassait 20 % des voix dans 29 circonscriptions, en 1993 dans 43 et en 1997 dans 118. Par rapport à 1993, il gagne du terrain quel que soit son niveau d'implantation initial. Dans les circonscriptions où il dépassait 20 % des voix en 1993, son score moyen progresse de 2,1 points, très proche donc de son gain moyen national qui est de 2,5 points. Géographiquement, le FN progresse surtout dans l'Est de la France. Par rapport à 1993, ses sept plus fortes progressions départementales y sont concentrées : la Haute-Marne (+ 7,8 points), la Meuse (+ 7 points), le Bas-Rhin (+ 6,9 points), les Ardennes (+ 6,5 points), l'Aube (+ 6,4 points), les Vosges (+ 6,3 points) et le Territoire de Belfort (+ 6 points). En revanche, le

FN recule en Île-de-France : quatrième région frontiste par l'influence électorale en 1988 et en 1993, elle n'est plus que onzième en 1997, confirmant le recul intervenu lors de la présidentielle de 1995, où elle se classait en treizième position. Électoralement, le mouvement frontiste récupère des voix venues de la droite modérée et des abstentionnistes. Entre l'écart Front national 1997/1993 et l'écart de la droite modérée, le coefficient de corrélation est de $-0,31$; entre l'écart Front national et l'écart abstention + blancs et nuls, le coefficient s'établit à $-0,40$.

Sociologiquement, le FN tire sa force d'une synthèse réussie entre ses points d'ancrage traditionnels qui se renforcent et sa percée populaire de la présidentielle qui se confirme. Il maintient en effet ses gains récents en milieu ouvrier. Il y obtenait 15 % des voix en 1993, était monté à 23 % à la présidentielle et confirme exactement ce score en 1997. Parmi les petits commerçants et artisans, il obtenait 18 % des voix en 1993, puis 13 % seulement en 1995, et il culmine à 20 % en 1997. L'alliance de la boutique et de l'atelier décrite depuis longtemps par Nonna Mayer et Pascal Perrineau n'a jamais si bien fonctionné qu'en 1997. En revanche, par rapport à la présidentielle, le FN recule chez les employés, où il passe de 24 à 18 %, et chez les chômeurs, où il chute brutalement au profit du parti socialiste de 25 % des voix à 15 %.

Politiquement, la cohérence du vote frontiste est plus grande que par le passé. 49 % des électeurs qui ont voté pour lui choisissent en préférence partisane le Front national contre 36 % en 1993 et 31 % en 1995. Sur l'axe gauche/droite, le FN fait pour la première fois jeu égal avec la droite modérée parmi les électeurs qui se classent à l'extrême droite, c'est-à-

Tableau 7. L'échange de voix entre la droite modérée et le Front national au sein de la famille d'extrême droite

*Vote des électeurs qui se classent à l'extrême droite sur l'axe gauche/droite.
En % des suffrages exprimés.*

	Législa- tives 1988	Législa- tives 1993	Présiden- tielle 1995	Législa- tives 1997	Écart L 97/L 93
Front national	35	33	36	49	+ 16
RPR-UDF-divers droite	62	63	61	48	- 15
Écologistes et inclassables	0	2	1	1	- 1
Gauche	3	2	2	2	=
	100	100	100	100	

144

Source : Sondages post-électorales de la SOFRES.

dire sur les positions 6 et 7 de l'échelle gauche/droite de la SOFRES (*tableau 7*). Alors que d'ordinaire, y compris à la dernière présidentielle, les deux tiers de ces électeurs se prononçaient pour la droite modérée et un tiers pour le FN, un important échange de voix se fait cette fois-ci au profit du mouvement de Jean-Marie Le Pen.

L'ILLUSION D'UNE DÉFAITE DE LA DROITE MODÉRÉE DUE À L'ABSENCE D'ENTENTE MINIMALE AVEC LE FN

L'idée que l'échec de la droite modérée s'explique par une absence d'entente minimale avec le Front national est largement développée depuis l'issue des élections législatives. La courte défaite subie paraît en effet s'expliquer par le grand nombre de triangulaires imposées par Jean-Marie Le Pen au RPR et à

l'UDF et, au surplus, par les mauvais reports de l'électorat frontiste dans les duels opposant la majorité sortante à la gauche. Les 76 triangulaires gauche (ou Verts)/droite modérée/Front national ont donné 47 victoires à la gauche contre 29 à la droite modérée. Comme un déplacement de 34 sièges aurait suffi à inverser le verdict des urnes, il est aisé d'attribuer aux triangulaires un rôle décisif dans le résultat final. Cependant, pour être rigoureux, il faut supposer que les circonscriptions à triangulaire auraient adopté le même comportement que les circonscriptions à duel si elles y avaient été soumises. Dans cette hypothèse, la droite modérée aurait gagné 25 sièges supplémentaires, ce qui l'aurait rapprochée du seuil de la majorité absolue, sans lui permettre à 9 sièges près de l'atteindre². Quant aux reports de voix frontistes en cas de duel PS/droite modérée, ils n'ont été que de 50 %

2. Dans l'article déjà cité de la *Revue française de science politique*, je développe cette analyse et fournis les éléments chiffrés de sa démonstration.

contre 21 % au profit des socialistes et 29 % pour l'abstention et le vote blanc ou nul. Reports médiocres pour la droite, mais moins catastrophiques que ceux de l'élection présidentielle de 1995, où pourtant Jacques Chirac l'avait nettement emporté sur Lionel Jospin.

En réalité, la défaite de la droite modérée est d'abord imputable à son très mauvais résultat du premier tour. Tous courants confondus, elle ne totalise que 36,25 % des suffrages exprimés contre 43,8 % à la présidentielle de 1995, 44,1 % aux législatives de 1993, 40,5 % aux législatives pourtant perdues de 1988 et 36,26 % à la désastreuse élection présidentielle de 1988. Sans la Droite indépendante, le score RPR-UDF-divers droite tombe à 33,4 %. Et si l'on se limite aux seuls candidats officiellement investis par l'union de la majorité, le score n'est plus que de 30,5 % à comparer aux 39,9 % obtenus par l'UPF *stricto sensu* en 1993, un recul de 9,4 points partagé d'ailleurs avec une équité admirable par les candidats d'union estampillés UDF (- 9,5 points) ou RPR (- 9,4 points). Considérée globalement, la droite modérée dépassait en 1988 les 45 % des suffrages exprimés dans 185 circonscriptions, en 1993 dans 249 et en 1997 dans seulement 84. La perte a lieu sur les deux tableaux : vers le Front national mais aussi vers le parti socialiste. L'écart de la droite modérée 1997/1993 est fortement corrélé avec l'écart parti socialiste/divers gauche (- .47), davantage même qu'avec l'écart Front national (- .31).

Par rapport à 1993, les pertes qui atteignent 7,5 points sont massives parmi les ouvriers (- 14 points) et parmi les 35-49 ans (- 13 points) ainsi que, on l'a déjà noté, parmi les électeurs qui se classent

à l'extrême droite (- 15 points). Par rapport à 1988, la perte globale est de 4 points et touche davantage les catégories traditionnelles de la droite : les cadres et professions intellectuelles supérieures (- 12 points), les hauts revenus (- 15 points). Politiquement, elle se situe à la fois parmi ceux qui se classent au centre (- 13 points) et à l'extrême droite (- 14 points).

Sur les 212 sièges gagnés en 1993, la droite modérée parvient à en conserver 41 alors que sur les 258 acquis en 1988 et conservés en 1993, elle en perd 59. La défaite n'est donc pas due à un simple reflux de 1993, mais à un mouvement plus complexe qui porte condamnation du vieillissement et du manque de renouvellement du RPR et de l'UDF. Ainsi les nouveaux députés de l'union de la majorité élus en 1993 résistent-ils un peu mieux (- 7,7 points) que l'ensemble des candidats RPR-UDF (- 9,4 points). Ainsi les candidats RPR-UDF âgés de plus de 65 ans perdent-ils dans les 78 circonscriptions où ils ont été reconduits 12,9 points, soit 3,5 points de plus que la moyenne nationale. Par rapport à 1988, le recul de la droite modérée est d'autant plus important qu'elle était bien implantée : inférieur à 5 points là où elle obtenait moins de 45 % des voix, supérieur à 5 points là où elle recueillait entre 45 et 55 % et à 10 points là où elle dépassait les 55 %. Après les observations faites pour le parti socialiste et le parti communiste, ces évolutions confirment l'un des traits communs du scrutin de 1997, à savoir la réduction des zones de force pour toutes les formations politiques, à l'exception du seul Front national.

La droite modérée triomphante en 1993 avait réussi à garder intacts ses

forces au premier tour de la présidentielle. Après l'élection de Jacques Chirac et sous le gouvernement Juppé, elle a perdu une part importante de son électeur. Le recul est particulièrement sensible dans l'électorat Chirac du premier tour de la présidentielle (*tableau 8*). Alors que le pourcentage d'abstention et de blancs et nuls en 1997 est comparable dans les électorsats Jospin, Balladur et Le Pen, il est beaucoup plus élevé dans les électorsats Villiers et Chirac. Entre 1995 et 1997, le taux de fidélité – c'est-à-dire la reproduction de la même orientation politique aux deux élections – est de 84 % parmi les électeurs Hue, 67 % chez ceux de Jospin, 65 % chez ceux de Le Pen. Il n'est plus en revanche que de 59 % dans l'électorat Balladur et tombe à 49 % dans l'électorat Chirac. Il y a là une énorme déperdition qui explique la

défaite de la majorité sortante sans qu'il soit besoin d'invoquer l'absence de clins d'œil vers le Front national en vue du second tour de scrutin.

Le *tableau 9* présente le profil des électeurs de la droite modérée du premier tour de la présidentielle selon leur vote en 1997. On constate que les abstentionnistes des législatives se recrutent beaucoup parmi les jeunes électeurs de 20 à 34 ans. Les transfuges vers la gauche proviennent également des jeunes électeurs, des catégories populaires et d'électeurs massivement déçus par l'action de Jacques Chirac. En revanche, les transfuges vers le Front national proviennent d'électeurs plus âgés ou qui ne se situent pas forcément à l'extrême droite – beaucoup se classent à droite, voire au centre. Mais la carac-

Tableau 8. Les transferts de voix de la présidentielle aux législatives

En %.

	VOTE AU 1 ^{er} TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE 1995					
	R. Hue	L. Jospin	J. Chirac	E. Balladur	P. de Villiers	J.-M. Le Pen
VOTE AU 1 ^{er} TOUR DES LÉGISLATIVES 1997						
Gauche + Verts	84	67	8	6	6	6
Divers écologistes et inclassables	1	4	2	1	0	1
Droite modérée	0	3	49	59	47	5
Front national	2	2	9	11	17	65
Abstention, blanc, nul, sans réponse	13	24	32	23	30	23
	100	100	100	100	100	100

Source : Sondage post-électoral CEVIPOF-Libération-SOFRES, 3 010 interviews réalisées par téléphone entre le 26 et le 31 mai 1997.

Tableau 9. Le profil des électeurs de la droite modérée du premier tour de la présidentielle selon leur vote en 1997

En %.

	Électeurs fidèles en 1997	Électeurs ayant voté pour une autre force politique en 1997			Électeurs s'étant abstenus ou ayant voté blanc ou nul en 1997
		Total	dont vers la gauche	dont vers le Front national	
	100	100	100	100	100
ÂGE					
20-34 ans	18	29	32	22	41
35-49 ans	23	31	31	29	26
50 ans et plus	59	40	37	49	33
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE					
Agriculteur, commerçant	11	5	6	4	12
Cadre, profession intermédiaire	22	26	24	24	24
Employé, ouvrier	17	32	38	27	31
Inactif, retraité	50	37	32	45	33
CLASSEMENT SUR L'AXE GAUCHE/DROITE					
Extrême gauche	1	4	8	0	3
Gauche	3	17	37	8	8
Centre	23	38	40	30	45
Droite	54	25	11	32	30
Extrême droite	19	14	3	29	14
Sans réponse	0	2	1	1	0
JUGEMENT SUR L'ACTION DE J. CHIRAC					
Satisfait	57	24	18	25	38
Déçu	39	73	80	74	57
Sans réponse	4	3	2	1	5
JUGENT QUE LES HOMMES POLITIQUES SE PRÉOCCUPENT DES GENS					
Beaucoup ou assez	35	14	13	12	17
Peu	46	44	52	38	54
Pas du tout	18	42	35	50	29
Sans réponse	1	0	0	0	0
FONT CONFIANCE					
A la gauche	1	10	28	1	4
A la droite	75	31	13	41	35
Ni à la gauche ni à la droite	23	58	58	57	59
Sans réponse	1	1	1	1	2

147

Source : Sondage post-électoral CEVIPOF-Libération -SOFRES (à l'exception du classement sur l'axe gauche/droite).

téristique de ce vote est de toucher des électeurs fortement critiques envers le système politique puisque 50 % d'entre eux estiment que les hommes politiques ne se préoccupent *pas du tout* de ce que pensent les gens comme eux. Il reste que les résultats de la majorité sortante auraient pu être pires encore puisque, parmi les électeurs qui lui sont restés fidèles entre 1995 et 1997, 39 % se déclarent quand même déçus par l'action de Jacques Chirac.

L'ILLUSION D'UN CHOIX DE CONFIANCE

La gauche réussit l'exploit de gagner les élections législatives pour la troisième fois depuis 1981, et sans bénéficier cette fois-ci de l'effet d'entraînement créé par une victoire présidentielle. Il n'en demeure pas moins qu'au fil de ses succès sa base électorale est de plus en plus étroite. Au premier tour, en incluant en son sein les Verts, elle ne recueille que

148

Tableau 10. Le rétrécissement des bases électorales de la gauche sous ses trois victoires législatives depuis 1981

En % des suffrages exprimés.

	Législatives 1981	Législatives 1988	Législatives 1997 (avec Verts)	Écart L 97/L 81
Ensemble	56	49	44,5	-11,5
SEXE				
Homme	58	50	44	-14
Femme	54	48	45	-9
ÂGE				
18-24 ans	64	52	48	-16
25-34 ans	65	59	47	-18
35-49 ans	56	47	52	-4
50-64 ans	61	47	41	-20
65 ans et plus	38	42	35	-3
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE				
Agriculteur	40	16	31	-9
Commerçant, artisan, industriel	45	35	29	-16
Cadre, profession intellectuelle supérieure	47	39	51	+4
Profession intermédiaire	58	55	56	-2
Employé	68	55	48	-20
Ouvrier	70	60	51	-19
Inactif, retraité	46	48	38	-8

Source : Sondages post-électorales de la SOFRES.

44,3 % des suffrages exprimés contre 49,2 % en 1988 et 55,7 % en 1981. Au « tour décisif » – qui additionne les voix du second tour dans les circonscriptions en ballottage et les voix du premier tour là où l'élection y a été acquise (auxquelles s'ajoutent les voix des circonscriptions à candidature unique au second tour) – la gauche devance de peu la droite modérée mais reste minoritaire avec 47,7 % des voix contre 46,2 % à la majorité sortante et 6 % au Front national.

La comparaison de la sociologie du vote de gauche sous ses trois victoires législatives montre le rétrécissement de ses bases électorales (*tableau 10*). Entre 1981 et 1997, le recul est certes moins fort parmi les 35-49 ans, c'est-à-dire la « génération Mitterrand » puisque ces électeurs avaient en 1981 entre 19 et 33 ans. Il y a aussi amélioration relative du vote des femmes puisque la gauche ne recule parmi elles que de 9 points contre 14 pour les hommes. Mais la perte de terrain est massive parmi les nouvelles classes d'âge, les 50-64 ans, et surtout en milieu populaire : - 20 points chez les employés, - 19 chez les ouvriers. La gauche tout entière obtient désormais le même score chez les ouvriers et chez les cadres supérieurs, alors que l'écart entre

les deux catégories était de 23 points en 1981 et de 21 en 1988.

La gauche remporte les élections législatives sans pour autant que la confiance lui soit acquise avec la victoire, comme c'était le cas en 1981 et 1988. Selon l'enquête du CEVIPOF, 28 % seulement des Français font confiance à la gauche pour gouverner le pays, 26 % à la droite, et 44 % *ni à la gauche ni à la droite*. La majorité des ouvriers (54 %) et des employés (51 %) se rangent dans cette dernière catégorie. Parmi les électeurs de la droite modérée qui ont glissé vers la gauche (cf. *tableau 9*), 28 % seulement font confiance à la gauche, et 58 % *ni à la gauche ni à la droite*.

149

Les défis que doit affronter la gauche au pouvoir sont donc multiples. Il lui faut gouverner en étant minoritaire dans l'électorat, en bénéficiant du soutien réduit des catégories populaires, sans disposer au départ de la confiance des Français, désormais très critiques envers l'action politique. Il lui faut constamment innover en pratiquant, face à un président de droite vaincu mais pas abattu, une cohabitation au long cours.